

Palestine – Israël – Proche-Orient :
à la recherche d'une vision équilibrée, bilatérale et partagée

Ce texte est le fruit du travail collectif d'une vingtaine de personnes, experts, historiens, membres d'associations diverses, notamment interculturelles, et s'intéressant à la question du conflit israélo-palestinien. Sa rédaction a associé aussi bien des membres des communautés juive qu'arabo-musulmane : merci à eux.

Ce texte a pour objectif de donner une vision équilibrée et bilatérale du conflit cela dans un texte restant court et synthétique. Il est libre de droits et utilisable par tous ceux qui abordent la question, par exemple les éducateurs ou professeurs qui présentent le conflit aux jeunes.

Disponible sur le site Internet de Carraefour des mondes et des cultures, il peut toujours évoluer, en étant complété ou corrigé, pour mieux s'approcher de la vérité. N'hésitez pas à faire part de vos remarques, critiques, suggestions d'amélioration.

Le texte proposé ci-après adopte une méthode en trois étapes :

1) Objectiver une vision historique commune, la plus possible fidèle, i.e. basée sur des faits. Cette vision commune de l'histoire paraît être une base essentielle sans laquelle le dialogue risque fort d'être improductif. L'historique ne vise pas à l'exhaustivité, mais au contraire, à rester le plus synthétique possible. Il mentionne avant tout les faits utiles à connaître par rapport au conflit palestino-israélien (d'où des sauts importants dans le temps à certains endroits). Sont ensuite présentés :

2) Les deux ressentis ou points de vue israélien et palestinien « présentés en miroir » sur quelques thèmes importants de la situation actuelle,

3) Des pistes de solution.

Ces pistes de solution ne prétendent pas non plus à l'exhaustivité. Elles sont présentées de manière synthétique, reprennent les textes des diverses initiatives de paix (texte d'Ami Ayalon et Sari Nusseibeh en 2002, initiative de Genève en 2003), en les complétant et en les actualisant.

Quelques conclusions générales :

- Le conflit, dans lequel deux légitimités s'affrontent, inclut plusieurs composantes :
 - Un conflit de territoire, qui appelle des solutions diplomatiques et politiques
 - Un conflit religieux, avec à la fois des intégrismes puissants, des fanatismes porteurs de guerres, quelquefois instrumentalisés par les pouvoirs en place, et des courants religieux ouverts et pacifiques, très nettement majoritaires au sein des populations, qui peuvent au contraire, par leurs valeurs et leur mise en pratique, être des leviers positifs très forts. Si la paix aura forcément une base politico-diplomatique, il n'y aura pas de paix s'il y a guerre des religions »
 - Un conflit Est-Ouest d'affrontement de civilisations, de cultures
 - Un conflit de type Nord-Sud vu les différences de niveaux économiques et de pouvoir d'achat
- L'affrontement n'est pas seulement entre les Palestiniens et les Israéliens, il est à l'intérieur de chaque camp entre ceux qui veulent la paix et ceux qui n'en veulent pas vraiment, notamment parce que cela remettrait en cause les pouvoirs en place et / ou les situations personnelles. La paix semble possible avec le Fatah (au pouvoir en Cisjordanie) mais plus difficile avec le Hamas au pouvoir à Gaza, étant donné notamment sa charte. Néanmoins, les positions réelles du Hamas semblent évoluer et des contacts existent avec le gouvernement israélien
- Le paradoxe est qu'il y a dans les discours un quasi-consensus sur ce que sont les solutions au conflit, en particulier la création d'un Etat palestinien viable et la nécessité de la sécurité d'Israël, mais que celles-ci ne sont pas mises en oeuvre. Néanmoins, avec la poursuite de la colonisation au cours de toutes les dernières années et les projets d'annexion de la Vallée du Jourdain par Israël, la création d'un Etat Palestinien viable paraît de plus en plus difficile.

Bonjour Madame OK alors moins de 120 167

1) Historique

Attention : d'Abraham à Moïse, il ne s'agit pas d'histoire à proprement parler, ces périodes sont en effet très peu documentées sur le plan historique, mais plutôt de la tradition transmise par les grands textes religieux. C'est pour cela qu'elles apparaissent entre parenthèses et en italique.

<i>(- 1 800)</i>	<i>(Selon les traditions de la Bible et du Coran : Abraham est à la fois le père d'Ismaël, ancêtre des Musulmans, et d'Isaac, ancêtre des Juifs. Abraham est ainsi le Patriarche commun aux trois grands monothéismes de la planète : judaïsme, christianisme, islam (ordre chronologique). Isaac engendre Jacob qui est le père des 12 tribus d'Israël).</i>
<i>(- 1 350)</i>	<i>(Selon la tradition de la Bible : Moïse libère les Hébreux de l'esclavage en Egypte, leur fait franchir la mer Rouge ou mer des joncs et les conduit vers la</i>

	Terre Promise (qui sera répartie entre les 12 tribus d'Israël). Sur cette terre habitent déjà les Cananéens et des Araméens).
Vers - 1010 à - 930	Epoque de la royauté unifiée avec Saül, David puis Salomon. Construction du Temple sous Salomon.
- 930	Division du royaume de Salomon en deux royaumes : au nord : royaume d'Israël (capitale : Samarie), au sud : royaume de Juda (capitale : Jérusalem)
Historique sur les deux peuples	<p>Parenthèse sur l'historique des 2 peuples (<u>cette parenthèse est très simplificatrice car il y a eu beaucoup de brassages de populations au cours des siècles</u>) :</p> <p><u>Les Juifs actuels</u> ont pour ancêtres le peuple hébreu, revenu à la suite de Moïse selon la tradition biblique, et une part d'Araméens et de Cananéens habitant sur place. Ce peuple sera largement dispersé par la suite, notamment après 70 et 135 après Jésus-Christ, et se mêlera en partie à d'autres populations. De nombreux convertis au judaïsme venant d'autres territoires ont « rejoint » le peuple juif. En particulier aux VI-VIIIe siècles, des populations du royaume Khazar (Turcs d'Asie centrale) se convertissent au judaïsme qui devient alors la religion d'Etat, un royaume qui semble avoir disparu au XIIIe siècle.</p> <p><u>Les Palestiniens actuels</u> ont pour ancêtres des Cananéens et Araméens habitant sur place (comme les Juifs), des Philistins habitant la région de Gaza (les Philistins, « peuple de la mer », sont un peuple égéen), des Juifs qui resteront sur place et seront christianisés, puis islamisés pour la majeure partie d'entre eux. S'ajoutent à cela des populations hellénistiques et romaines, arabes (conquête/invasion et islamisation faisant suite à la mort de Mahomet), turques, kurdes, des esclaves noirs, des Francs de l'époque des croisades, etc.</p> <p>L'identité proprement dite du peuple palestinien se forge après les guerres de 1948 et 1967. Auparavant, il s'agit plutôt de tribus ou de familles.</p> <p>Les origines historiques de ces deux peuples sont donc mêlées.</p>
- 587	Prise de Jérusalem et destruction du Temple par le Roi de Babylone Nabuchodonosor : exil d'une partie des Judéens en Babylonie (actuel Irak).
- 539 à - 333	La Judée est une province perse (ancêtre de l'Iran). L'Edit de Cyrus, roi de Perse, en -538 autorise le retour des Juifs à Jérusalem et la reconstruction du Temple (achevé en - 515). C'est une période clémente pour les Juifs. La Torah finit d'être rédigée pendant cette période.
- 333 à - 200	La Judée est une province de l'empire grec d'Egypte (appelé Lagide ou Ptolémaïque). Conquête d'Alexandre le Grand en - 332.
- 200 à - 167	La Judée est une province de l'empire grec de Syrie (appelé Séleucide). Antiochus Epiphane règne de -175 à -164 et hellénise la judée. S'opposant durement à la révolte des Maccabées, il est perçu comme un ennemi du peuple juif.

- 167 à - 63	Révolte des Maccabées et conquête de l'indépendance juive. Instauration de la dynastie hasmonéenne.
- 63	Conquête romaine par Pompée. Hérode est nommé roi des Juifs par les Romains (il règne de - 40 à - 4).
De vers - 6 à vers + 30	Naissance puis condamnation à mort de Jésus-Christ à Jérusalem sous Ponce-Pilate. Puis selon le Nouveau Testament, résurrection du Christ.
6 – 66	La Judée est administrée par un Procurateur romain.
66-73	1 ^{ère} révolte juive contre l'occupant romain. Prise de Jérusalem par Titus et destruction du 2 ^{ème} Temple en 70.
132 - 135	2 ^e révolte juive. L'empereur Hadrien rase Jérusalem et la renomme « Aelia Capitolina ». Il rebaptise la Judée « Syria Palestina » qui correspond à l'actuel Israël + la Cisjordanie + Gaza. La diaspora juive s'accroît après cette 2 ^{ème} révolte juive mais une part des Juifs restent sur place. Les Juifs sont souvent vendus comme esclaves dans l'empire romain.
632	632 : avènement de Mahomet. Selon la tradition du Coran, Mahomet effectue un voyage nocturne depuis la Mecque jusqu'à Jérusalem (Al Quds) et de là, monte au ciel. Dans de nombreux pays musulmans, la cohabitation avec les Juifs se passe souvent bien, mais les Juifs, comme les Chrétiens, ont un statut de « 2 nd e zone » (<i>dhimmi</i>), ils doivent payer de lourdes taxes, particulièrement la <i>djazia</i> qui leur donne le droit de vivre. Les païens quant à eux sont convertis ou tués. En Andalousie par exemple, aux XI ^e et XII ^e siècles, Juifs et Musulmans cohabitent en harmonie, notamment du temps d'Averroès. Mais les Juifs et les Maures sont expulsés par Isabelle dite la catholique en 1492, à l'issue de la <i>Reconquista</i> espagnole. La cohabitation est plus difficile dans les pays chrétiens où les Juifs sont à l'époque stigmatisés comme peuple déicide, notamment à partir de la période des Croisades.
Au cours des siècles	La Palestine est occupée notamment par les Byzantins (313 – 638) avec une courte période perse (614 – 628), les Arabes : Ommeyyades, Abbassides, Fatimides (638 – 1086), les Turcs seldjoukides (1086-1099), les Croisés (1099 – 1250), les Mameluks (1250 – 1517), les Turcs ottomans (1517 – 1920). Après 1492, Safed en Haute Galilée devient un refuge pour de nombreux érudits après l' expulsion des Juifs d'Espagne en 1492 et devient l'un des grands centres de la Kabbale . En 1561, Joseph Nassi est nommé Seigneur de Tibériade . Précurseur du mouvement sioniste , il se donne comme mission d'encourager la réinstallation des Juifs dans cette région.
Fin du XIX ^e siècle le sionisme	L'idée de sionisme politique lancée par Joseph Nassi est reprise par Moses Hess qui écrit en 1862 : « Rome et Jérusalem : la dernière question nationale ». Léo Pinsker écrit en 1882 « Autoémancipation », manifeste sioniste. Suite à l'assassinat du Tsar Alexandre II en 1881, une vague de pogroms a lieu en Russie. Cela déclenche une première grande vague d'émigration juive vers la Palestine.

	Suite à l'affaire Dreyfus (1894), Théodore Herzl, Juif autrichien pourtant assimilé, publie « l'Etat des Juifs » en 1896 et développe le sionisme politique, c'est-à-dire le mouvement d'émancipation du peuple juif grâce à un Etat situé sur la terre d'Israël (alors partie de l'empire ottoman). En 1897, il réunit à Bâle le premier Congrès sioniste mondial. En Moldavie a lieu le pogrom de Kichinev en 1903 qui déclenche une 2 ^{ème} vague d'émigration.
1900's	L'hébreu, qui est réappris depuis les années 1880, est choisi comme langue vivante commune. Fondation de Tel-Aviv et du premier kibboutz : Degania aleph.
1909	Fondation de l'Hashomer, force de défense juive, suite à des incidents entre Juifs et Arabes en Galilée.
1917	La lettre de Lord Balfour aux dirigeants sionistes indique que « les Juifs ont droit à un foyer national en Palestine ».
1919	1 ^{ère} révolte arabe contre l'occupant anglais et émergence d'un mouvement Pan-Arabe.
1920	La Conférence de San Remo partage les mandats : la Palestine est confiée en mandat au gouvernement britannique, le Liban et la Syrie sont confiés au gouvernement français.
1921	Début du mandat britannique. L'Angleterre, qui avait promis de créer un grand royaume d'Arabie, offre aux bédouins hachémites originaires d'Arabie, la rive orientale du Jourdain pour les remercier de leur soutien contre les Turcs. C'est le royaume de Transjordanie autonome, contrôlé par un représentant des Britanniques établi à Amman.
1920's 1930's	Emeutes arabes contre les occupants anglais, puis contre les Juifs (en 1921, 1929 à Hébron où 67 Juifs sont tués et 1936-39). Les Juifs déjà établis en Israël combattent eux aussi les occupants anglais. Après une répression impitoyable contre les Arabes, les Anglais bloquent l'immigration juive vers la Palestine.
1920's	1920 : fondation de la Haganah, force de défense juive (ancêtre de l'armée : Tsahal) ; naissance de la Histadrout (Syndicat) ; fondation de la première société d'irrigation d'eau 1924 : fondation de l'Institut technologique du Technion 1925 : ouverture de l'Université hébraïque de Jérusalem 1930 : fondation du Mapai (parti Travailleiste) par Ben Gourion 1931 : scission de la Haganah, créant l'Irgoun, dirigée à partir de 1943 par Menahem Begin.
1939 – 1945	Les Juifs sont la cible des nazis. 6 millions de Juif sont exterminés pendant la Shoah. Parmi ceux qui ne sont pas déportés, beaucoup rejoignent l'armée américaine ou la résistance.
1945 - 1947	250.000 Juifs rescapés des camps de concentration nazis ne peuvent pas et ne veulent pas rentrer dans leurs pays d'origine, notamment en Allemagne et en Pologne. Les Anglais leur interdisent l'accès à la Palestine, ils se retrouvent dans des camps de transit en Italie. Le mouvement sioniste organise des transports clandestins, c'est l'époque de l'Exodus. Les Juifs faits prisonniers par les Anglais sont entassés dans des camps de rétention, notamment à Chypre.
29 nov 1947	L'ONU vote à la majorité des deux tiers le principe de création de deux Etats, l'un juif, l'autre arabe sur le territoire de la

	<p>Palestine mandataire, une proposition de partage des territoires (à peu près moitié-moitié) et une enclave internationale pour Jérusalem (33 votes Pour dont les USA l'Union soviétique et la France, 10 Abstentions dont la GB, 13 Contre). La proposition est refusée par les Arabes de Palestine et les pays arabes.</p>
Nov 1947 – mai 1948	<p>Affrontements nombreux entre Juifs et Arabes de Palestine. Il y a à l'époque 600.000 Juifs et 1.200.000 Arabes dans le pays.</p>
1948	<p>Israël proclame son indépendance par la voix de Ben Gourion le 14 mai 1948, dans les limites imparties par le plan de partage de l'ONU de 1947. <u>Guerre de la création de l'Etat d'Israël :</u> Les armées de la Jordanie, de l'Egypte, de la Syrie, du Liban et de l'Irak attaquent simultanément Israël. Environ 6 000 Juifs et le double d'Arabes de Palestine trouvent la mort. Lors des affrontements au village palestinien de Deir Yassin, 100 à 250 Palestiniens, combattants et villageois, sont tués par les Juifs Israéliens. Un tiers des Arabes de Palestine reste, deux tiers, soit 700 à 760.000 personnes fuient notamment parce qu'ils ont peur des forces juives (à cause des forces de l'Hagannah et de l'Irgoun, et des morts de Deir Yassin). Dans certains cas, les Arabes sont chassés de façon organisée par les forces juives. Dans d'autres cas, les forces arabes les incitent à quitter leur village ou le pays pour pouvoir reprendre ceux-ci quelque temps après sans les mettre en danger et en leur promettant un retour. De 400 à 600 villages palestiniens sont vidés de leurs habitants et détruits, leurs traces sont effacées. Des villages juifs sont également détruits par les Arabes.</p>
1949	<p>C'est à partir de cette période, et plus encore à partir de 1967, que se forge une <u>identité palestinienne</u>. Auparavant, il s'agissait plutôt de familles ou de tribus d'Arabes de Palestine qui ne disposaient pas de pays propre. <u>Armistice</u> : la « ligne verte » départage Israël pour les Juifs d'un côté, la Cisjordanie et la bande de Gaza pour les Arabes de Palestine de l'autre, un territoire un peu moins grand pour la partie arabe que dans le plan de l'ONU. Les Etats arabes de la région refusent la création des deux Etats : Israël et Palestine.</p>
1950's et 1960's	<p>Les Juifs doivent partir des pays arabes où ils habitent : Egypte, Irak, Iran, Yémen, Tunisie, Syrie et Algérie. Au Maroc, il y a eu peu de pression pour partir, mais les départs ont tout de même été nombreux. Au total, environ 600.000 Juifs quittent ces pays. Ils émigrent souvent en Israël.</p>
1956	<p>Nasser nationalise le canal de Suez et bloque le détroit de Tiran. La France, la Grande-Bretagne et Israël attaquent l'Egypte et occupent le Sinaï qu'ils rendent en 1957 sous la pression américaine.</p>
Juin 1967	<p><u>Guerre des 6 Jours</u> : après avoir obtenu le départ des casques bleus de l'ONU, l'Egypte, soutenue par la Jordanie, la Syrie et l'URSS, bloque l'accès des Israéliens à la Mer Rouge en fermant le golfe d'Aqaba au niveau du détroit de Tiran. L'Egypte menace d'attaquer Israël, qui lance une attaque et détruit notamment les aviations égyptienne, jordanienne et syrienne.</p>

	Israël gagne la guerre et s'empare de Jérusalem-Est, du Sinaï, de la Cisjordanie, de Gaza et du plateau du Golan. Israël représente 78% du territoire.
1970	Conférence panarabe de Khartoum avec les 3 Non : à la reconnaissance, à l'existence et à la paix avec Israël.
1971	L'OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine) et le FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine) veulent renverser le roi de Jordanie et construire un Etat autonome, dans ce pays où ils sont majoritaires parmi la population en pénétrant dans le Sinaï occupé par Israël. Le régime jordanien réplique violemment : ce sont les 4 à 6.000 morts de septembre noir. Une partie des Palestiniens, dont leurs leaders, se réfugient au Liban où ils sont installés dans des camps, qui existent déjà depuis 1948.
1973	<u>Guerre du Kippour</u> : l'Egypte, la Syrie et le premier bataillon palestinien appelé Karameh, attaquent par surprise Israël le jour de Kippour. C'est un choc pour les Israéliens, y compris les services de sécurité. Les élections suivantes verront la montée en puissance de la droite israélienne au détriment du parti travailliste jusque-là tout puissant. Israël gagne cette guerre mais plus difficilement qu'en 1967.
1973	Les premières <u>colonies israéliennes</u> sur les territoires palestiniens se mettent en place. Celles-ci représentent aujourd'hui 700.000 personnes en incluant plus de 300.000 personnes à Jérusalem-Est.
1977 - 1978	1977 : une haie d'honneur d'Israéliens acclame Sadate du Sinaï jusqu'à Jérusalem où celui-ci va prononcer un discours historique à la Knesseth et reconnaître ainsi implicitement Israël. 1978 : accords de Camp David. Anouar El Sadate décide de reconnaître officiellement Israël. Sadate et Begin reçoivent le Prix Nobel de la paix. Israël rend le Sinaï à l'Egypte par étapes (processus achevé en 1982). Sadate refuse de réintégrer Gaza à l'Egypte.
1981	Sadate est assassiné au Caire.
Juin 1982	1 ^{ère} guerre entre le Liban et Israël. Massacres de Sabra et Chatila par les Phalangistes libanais dits chrétiens. Le Général Sharon, ministre de la Défense israélien, ne fait intervenir l'armée israélienne que très tardivement après les massacres.
Décembre 1987	1 ^{ère} Intifada (guerre des pierres). Elle fait suite à la mort de neuf Palestiniens fauchés par un camion israélien sur une route. On ne saura pas s'il agit d'un accident de la route ou d'un meurtre, mais, interprété comme un meurtre par une part de la population palestinienne, il déclenche l'Intifada. Au-delà de cet accident déclencheur, l'Intifada cristallise une dégradation progressive des relations dans le temps.
1988	La Jordanie ne réclame plus la Cisjordanie.
1988 - 1989	L'Etat palestinien indépendant est proclamé symboliquement à Alger par le Conseil National Palestinien (CNP) avec Yasser Arafat comme Président le 15 novembre 1988. Le CNP accepte les résolutions 242 et 338 de l'ONU et reconnaît ainsi implicitement l'existence d'Israël. Arafat reconnaît Israël et déclare la charte de l'OLP caduque en 1989. Celle-ci affirmait que "la lutte armée est la seule voie pour la libération de la Palestine". La reconnaissance d'Israël ne sera toutefois jamais explicitement ratifiée par le CNP.

1991	Conférence de Madrid : première tentative de la communauté internationale pour engager un processus de paix suite à la guerre du Golfe. Des responsables d'Etats arabes ne reconnaissant pas Israël y participent. L'initiative vient d'intellectuels et de la « société civile ». Georges Bush (père) a fait fortement pression sur Israël pour qu'il y participe.
1992-93	Le processus de Washington, puis celui d'Oslo créent un fort espoir de paix. Celui-ci prévoit une autonomie palestinienne transitoire en 5 ans. Arafat et Rabin se serrent la main le 13 septembre 1993 à la Maison Blanche sous l'égide de Bill Clinton. Les accords d'Oslo de 1993 entre Israël et l'OLP sont complétés par des accords supplémentaires en 1994 et 1995. Ils seront renégociés à Wye (USA) en 1998 et Charm el-Cheikh en 1999. Premiers attentats-suicide.
1994	Le 4 mai : accord de Jéricho-Gaza : Israël évacue Jéricho et Gaza où est investie l'Autorité Nationale Palestinienne avec des pouvoirs limités. Israël et la Jordanie signent un traité de paix.
1995	Le 28 septembre, Israël et l'OLP signent à Washington l'accord de Taba ou Oslo. Il étendent l'autonomie en Cisjordanie avec des zones A, B et C correspondant à des niveaux de contrôle d'Israël et de l'Autorité Palestinienne différents et prévoyant des retraits israéliens par étapes. L'accord prévoit les 1ères élections du Conseil National Palestinien. La Knesset vote à une voix de majorité l'évacuation de certaines zones de Cis-Jordanie : Jénine, Naplouse et une partie d'Hébron. Rabin est assassiné par un Israélien juif nationaliste, religieux fanatique, le 4 novembre 1995.
1999	La période intérimaire mentionnée par les accords d'Oslo pour obtenir un accord final s'achève sans résultats.
2000	Rencontres de Camp David. Un plan de paix accepté par Ehud Barak, Premier Ministre israélien, prévoit un territoire palestinien incluant la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est, la vallée du Jourdain restant sous contrôle israélien. Mais les négociations échouent principalement sur le droit au retour en Israël des Palestiniens.
2000	2 ^{ème} Intifada. Après l'échec de Camp David, Sharon se rend sur l'esplanade des Mosquées (ou mont du Temple) de Jérusalem en compagnie de militaires, ce qui est vécu comme une provocation. La 2 ^{ème} intifada est déclenchée. Elle est armée contrairement à la première, avec beaucoup d'attentats-suicides et de fortes représailles israéliennes. 1.000 morts côté israélien, 4.000 morts côté palestinien. Selon certaines sources, la 2 ^e intifada était envisagée par l'OLP depuis l'échec de Camp David (elle est même planifiée selon Imad Falouji, ministre palestinien de la Communication).
2001	Les négociations de Taba (Egypte) échouent en janvier.
2002	Initiative de paix saoudienne adoptée par la Ligue arabe à Beyrouth en mars 2002 et réactivée en mars 2007.
2003	La « feuille de route » du Quartet, plan de paix international pour obtenir un Etat palestinien en 2005 au plus tard, est lancée.

2005 - 2006	Israël se retire unilatéralement de la bande de Gaza en août. La colonisation se poursuit en Cisjordanie. Suite aux élections remportées par le Hamas sur le Fatah en janvier 2006, * le Fatah garde le contrôle de la Cisjordanie. Il est soutenu par la communauté internationale * le Hamas prend le pouvoir de la bande de Gaza par la force. Il élimine les cadres du Fatah. Beaucoup de partisans du Fatah, menacés, se réfugient en Cisjordanie.
2006	2 ^{ème} guerre du Liban. Le Hezbollah, installé dans le sud du Liban, a amassé des armes provenant de l'Iran et de la Syrie. Il attaque une patrouille de l'armée israélienne, tue deux soldats israéliens et en kidnappe trois autres. Il lance des missiles Katioucha sur les villes du nord d'Israël. Plusieurs centaines de milliers d'Israéliens fuient le nord du pays et s'installent temporairement au sud. Israël attaque massivement les positions du Hezbollah dans le sud Liban et détruit les infrastructures du pays (aéroport, ports, etc). La guerre fait de nombreuses victimes militaires et civiles dans les villages situés à proximité des lanceurs de missiles et inclut des « boucliers humains ». Bilan : * plusieurs centaines de morts du Hezbollah (pas de déclaration de cette organisation) et 1.200 civils libanais morts * 120 militaires israéliens et 48 civils morts. L'ONU et les pays occidentaux qualifient de disproportionnée la réaction d'Israël. Il n'y a pas de vainqueur clair à cette guerre, la non-victoire d'Israël est interprétée comme un succès du Hezbollah. Depuis, le Hezbollah, reconstitue des stocks d'arme massifs. De son côté, Israël continue à développer une armée très forte, en particulier pour contrer une hypothétique menace nucléaire iranienne.
2007	Début du processus d'Annapolis (Etats-Unis) pour obtenir un Etat palestinien en 2008. Le processus officialise la solution à deux Etats pour résoudre le conflit. Celle-ci est inscrite à l'ordre du jour avec l'acceptation des deux parties.
Déc. 2008 janv. 2009	Guerre Israël – Hamas dans la bande de Gaza, opération « Plomb durci » Suite à des tirs de roquettes venant de la bande de Gaza qui font suite à d'autres tirs effectués depuis plusieurs mois, Israël attaque massivement la bande de Gaza au cours d'une opération appelée « Plomb durci ». Cette attaque survient alors qu'aux Etats-Unis, le pouvoir est en situation de vacance entre le départ de George W Bush et l'arrivée de Barack Obama. L'opération élimine les sources de tirs de roquettes et les tunnels creusés entre Gaza et l'Egypte et fait un très grand nombre de victimes : environ 1.300 morts côté palestinien, dont 100 femmes, 400 enfants et entre 450 et 700 combattants palestiniens suivant les sources. Il fait 13 morts du côté israélien dont 10 soldats. Le rapport pour les chiffres totaux de morts est donc de 1 à 100, un niveau jamais atteint. Tsahal utilise le phosphore parmi ses armes. L'ONU, juge disproportionnée l'action militaire d'Israël. Israël organise ensuite un blocus de Gaza, qui a ensuite été en partie levé.
2011	Le 31 octobre, l'Unesco vote en faveur de l'admission de la Palestine en tant qu'Etat membre titulaire.
Novembre 2012	Israël lance l'offensive militaire « Pilier de défense », nom en anglais ou « colonne de nuée », nom en hébreu. Elle fait suite

	à des tirs de roquette de moyenne et longue portée depuis la bande de Gaza et à ce qu'Israël estime être des attaques transfrontalières. L'opération fait 162 morts côté palestinien dont le chef militaire du Hamas et 6 morts côté israélien. Le 29 novembre, l'ONU vote en faveur de l'admission de la Palestine en tant qu'Etat observateur non-membre (138 pour, 9 contre, 41 abstentions).
7 juillet – 26 août 2014	Opération israélienne « Bordure protectrice » sur la bande de Gaza Bilan : 2.200 palestiniens morts dont 1.400 civils. 72 israéliens morts dont 10 civils.
Sept 2015 – fin 2017	Vague des violence, intifada des couteaux » et répression israélienne.
Décembre 2017	Le Président Trump annonce son intention de transférer l'ambassade des Etats-Unis en Israël de Tel Aviv à Jérusalem. Celle-ci est inaugurée le 14 mai 2018
30 mars 2018 – août 2018	Marche du retour : manifestations palestiniennes chaque vendredi à la frontière Gaza – Israël « jusqu'à ce que la frontière disparaisse ». 270 Palestiniens et 2 soldats israéliens sont tués, 29 000 Palestiniens ont été blessés. 30 km2 de forêts et terres agricoles sont brûlées pas des ballons incendiaires palestiniens. Le 13 juin 2018, l'ONU condamne « l'usage excessif de la force par Israël contre les civils palestiniens ».
Bilan Réfugiés Prisonniers	Le nombre total de réfugiés palestiniens a été estimé en 2005 à environ 5 millions dispersés en Jordanie, à Gaza, en Cis-jordanie, en Syrie et au Liban. Les prisonniers détenus dans les prisons israéliennes sont estimés à un total de 5.450 (mars 2019).

2) Les ressentis : deux légitimités s'affrontent

Les visions du conflit, les « ressentis » sont très différents, souvent radicalement opposés chez les opinions publiques, mais nettement moins chez les personnes impliquées et les dirigeants qui connaissent la complexité de la situation. Les jeunes ont des réactions particulièrement passionnées et radicales, de même que les communautés juives ou arabo-musulmanes situées en-dehors du Proche-Orient.

Globalement, les Territoires palestiniens ressemblent déjà un Etat par certains aspects : des élections possibles, un gouvernement, une police armée, une justice, un hymne et un drapeau, des frontières dont on connaît le tracé général. Mais les Palestiniens sont aujourd'hui sous occupation et vivent au quotidien l'oppression de l'Etat israélien.

	Côté israélien	Côté palestinien
	<u>Le miracle</u> : enfin un Etat, une patrie, un refuge, après la	<u>La Nagba</u> : la catastrophe.

<p>Création d’Israël et situation générale</p>	<p>Shoah et des millénaires de pogroms et de persécutions. Sur un plan plus religieux, c’est le retour à la Terre Promise. « L’année prochaine à Jérusalem » devient possible.</p> <p>Les Palestiniens d’Israël représentent aujourd’hui environ 20% de la population. Ils bénéficient des mêmes droits que les Israéliens (droits de vote, droits sociaux, accès à l’enseignement et à la santé, etc) mais souffrent en revanche de fortes discriminations sociales et économiques : accès à l’emploi, au logement, à la construction et à la propriété, etc. Ils sont exemptés des obligations militaires (sauf les Druzes et les Bédouins), ce qui traduit l’absence de confiance à leur égard. Les Palestiniens d’Israël ont l’une des situations les plus avancées parmi les pays arabes d’un point de vue économique (niveau de vie moyen), social (santé), culturel (éducation) et démocratique (élections). Mais leur participation est faible et sur ce dernier point déjà, les révolutions arabes changent la donne.</p>	<p>Les familles ou tribus palestiniennes ont perdu leur maison et ne sont plus maîtres de leurs terres, certaines d’entre elles sont séparées par une frontière. Des centaines de villages ont été rasés. Leur vie s’est effondrée.</p> <p>Les Palestiniens alliés aux Arabes ont été battus et humiliés. Ceux qui vivent en Israël doivent vivre dans un pays où ils ont perdu la guerre et ne sont pas au pouvoir. Cela s’apparente quasiment à vivre sous la loi martiale. C’est une souffrance, une meurtrissure profonde.</p> <p>Pour beaucoup de Palestiniens, les Occidentaux se sont en quelque sorte rachetés de la Shoah en créant un Etat loin de chez eux sur le dos des populations arabes.</p>
<p>Politique et démocratie</p>	<p>Israël est une démocratie, La proportionnelle intégrale est utilisée pour l’élection des députés en Israël. La difficulté à dégager des majorités claires conduit à des alliances avec des petits partis, dont les partis religieux intégristes, et à de multiples et très longues tractations, ce qui rend très difficile des compromis en vue de la paix. En Israël, le « camp de la paix » qui était auparavant très fort (vote pour le parti travailliste, manifestations diverses) est aujourd’hui très faible. C’est l’indifférence qui règne désormais, voire la lassitude et l’absence de toute confiance à l’égard des Arabes en général.</p>	<p>La démocratie pourrait s’installer en Cisjordanie, mais les élections n’ont pas eu lieu depuis janvier 2006. Il y a encore plus d’incertitude à ce sujet à Gaza. Les Arabes israéliens, comme les Palestiniens des territoires palestiniens, peuvent voter, c’était l’un des seuls cas de quasi-démocratie parmi les pays arabes, avant les printemps arabes. Les Arabes israéliens ont quelques représentants élus à la Knesset. A Jérusalem, la population a le droit de vote mais boycotte les élections car voter signifierait reconnaître l’occupation d’Israël sur la ville.</p>

	<p>L'opinion ne croit plus à la possibilité de la paix. Elle constate que quand Israël se retire de territoires comme Gaza ou le Liban, la situation empire pour les Israéliens (avec respectivement le Hezbollah et le Hamas) alors qu'en Cis-jordanie où elle ne s'est pas retirée, la sécurité d'Israël est assurée.</p>	<p>En Israël, les Palestiniens bénéficient aussi de la liberté de presse et de manifestation.</p> <p>L'absence de toute confiance à l'égard des Israéliens règne également en Palestine.</p>
<p>La terre et la politique d'immigration</p>	<p>Les Juifs retrouvent une terre de mémoire et d'histoire, celle de leurs lointains ancêtres, celle d'avant les différentes diasporas, notamment celle de 70 après JC. Des Juifs dits « indigènes » sont d'ailleurs restés sur place.</p> <p>Quant à Jérusalem, la ville est à majorité juive depuis la moitié du XIXe siècle.</p> <p>Il est important pour les Juifs d'être les plus nombreux possibles, afin de rester majoritaires au sein de leur pays.</p> <p>Pour des raisons culturelles et religieuses, il s'agit d'éviter « l'assimilation » du peuple juif qui signifierait sa disparition.</p> <p>Israël reste un petit pays avec 7 millions d'habitants sur 20.000 km² (3 départements français, moins que la Bretagne), entourés par 300 millions d'arabes.</p>	<p>Les Palestiniens étaient installés depuis des siècles sur ces terres, ils y ont construit des villages et des maisons dont ils ont dû partir.</p> <p>Ils se sentent floués par la création de l'Etat d'Israël et par le plan de partage de l'ONU. Il n'y a pas de continuité territoriale entre la Cisjordanie et Gaza. Il n'y a plus d'espace, de paysage ouvert.</p> <p>« Israël est un couteau planté en terre arabe ».</p> <p>La politique d'immigration d'Israël, qui favorise l'arrivée de Juifs et va les chercher dans le monde au travers de l'Agence juive, est ressentie comme discriminatoire et raciste.</p> <p>L'une des plus grandes souffrances actuelle est liée à la difficulté de circulation à l'intérieur du pays, la lenteur à cause des centaines de <i>checkpoints</i> et quelquefois l'impossibilité de se rendre en Israël. Certains Palestiniens n'ont jamais pu aller à Jérusalem ni au bord de la mer et le vivent comme une injustice terrible.</p>
<p>La mobilité</p>	<p>Les Israéliens, juifs et arabes, ne peuvent théoriquement pas aller en Cisjordanie hors les routes réservées aux colons. Il existe une tolérance pour y aller en période calme, mais en période de tension, le risque d'amende (24.000 shekels, près de 6.000€) est plus élevé. Celle-ci existe pour des raisons juridiques et d'assurance (cas de kidnapping).</p>	<p>Les Cis-jordaniens ne peuvent que très difficilement se rendre en Israël. Il leur faut déposer une demande 1 à 3 mois à l'avance. Cette demande est très souvent refusée. Ils peuvent plus facilement se rendre à la prière du vendredi à la Mosquée Al Aqsa de Jérusalem, sauf en période de tension pour les hommes d'âge < 40 ans.</p>

		Les habitants de Jérusalem Est peuvent voyager mais il faut rentrer tous les 3 mois sous peine de perdre leur statut de résidence à Jérusalem-Est et ils doivent payer leurs impôts locaux.
Le conflit	<p>Les Israéliens ont subi les deux Intifadas, les attentats aveugles contre les civils, puis les roquettes Quassam qui visaient presque quotidiennement une ville comme Sderot (située près de la bande de Gaza). Les réactions très dures de l'armée israélienne visent ceux qui organisent les attentats ou envoient les roquettes, même s'ils font beaucoup de morts « collatérales ». La sécurité est une préoccupation première, voire une obsession chez les Israéliens.</p> <p>Les actions de l'armée israélienne ne sont pas une attaque - Israël ne souhaite pas conquérir d'autres territoires alors qu'il a une supériorité militaire - mais une défense pour éviter les attentats ou les tirs de roquettes. Des armes, provenant notamment d'Iran, continuent en effet d'être accumulées en très grandes quantités pour préparer la guerre contre Israël. Contrairement aux générations précédentes qui s'étaient souvent laissés déporter sans résistance, les nouvelles générations sont déterminées à ne pas être la proie passive de roquettes.</p>	<p>Il y a un conflit. Les attentats et les roquettes sont une résistance contre l'occupation des territoires palestiniens, les tensions sont exacerbées par les humiliations quotidiennes subies par exemple aux <i>checkpoints</i>.</p> <p>Pour certains Palestiniens et selon les textes fondateurs d'organisations comme le Hamas, il s'agit de mener le <i>jihad</i> (guerre dite sainte), de réunifier la Palestine, terre autrefois conquise par les musulmans et d'éliminer Israël. Dans la réalité, les contacts manifestent une quasi reconnaissance de l'Etat d'Israël par le Hamas.</p> <p>Les attentats et quelquefois les roquettes font des morts, mais celles-ci sont beaucoup moins nombreuses que les morts provoquées par Tsahal.</p> <p>L'armée israélienne a des réactions brutales, disproportionnées, tue des civils, des femmes et des enfants, et viole les résolutions internationales, sans réaction de la communauté internationale. De plus les Palestiniens ne se sentent pas suffisamment soutenus par les autres pays arabes. Les jeunes générations pourraient avoir des réactions violentes.</p>
Hamas / Fatah et aspects religieux	<p>Officiellement, le Hamas ne reconnaît pas l'existence d'Israël, et ne veut pas d'Etat israélien. Il s'agit de mener la « guerre sainte » contre les impies, « d'élever la bannière de l'Islam sur chaque parcelle de la Palestine »</p> <p>Le Hamas a organisé des attentats et des lancers de</p>	<p>Le Fatah au pouvoir en Cisjordanie reconnaît Israël. Les relations existent quotidiennement. La paix est possible.</p> <p>En Israël aussi, des partis extrémistes existent : Ha'ihud</p>

	roquette aveugles contre les populations civiles. Il est donc classé par les organisations internationales, l'Europe et la France comme une organisation terroriste.	Haleumi (laïc) et Habait Hayehudi (religieux), dont certains participent au gouvernement. Certains partis veulent « le grand Israël » englobant la Cisjordanie.
Le mur	Il s'agit d'un mur de protection, qui empêche le trafic d'armes, le terrorisme et a montré une efficacité. Au vu des responsables politiques, il peut servir de frontière. C'est un mur conçu pour être démonté facilement. Sur la plus grande partie de sa longueur de la frontière, il s'agit d'une clôture et non d'un mur.	Un mur, symbole très négatif, dont le tracé a quelquefois coupé des villages de leurs terres et qui ralentit grandement les mouvements, voire les empêche. Beaucoup de familles sont séparées. Jérusalem-Est est coupé de l'arrière-pays palestinien. Or, il y a des expropriations et, par ailleurs, selon la législation en vigueur, une terre non exploitée pendant trois années consécutives devient la propriété de l'Etat d'Israël. Cela conduit à des pertes très importantes.
L'économie / les richesses	Si le pouvoir d'achat est inférieur au niveau européen, l'économie israélienne est en plus forte croissance relative. Le niveau technologique et scientifique, le dynamisme entrepreneurial sont très élevés et cela a un effet d'entraînement général. Il y a très peu de richesses naturelles mis à part le soleil. Les revenus moyens des Arabes israéliens sont nettement supérieurs à ceux des populations des pays arabes voisins. <u>Gaza</u> est aussi souvent victime du blocus de l'Egypte et de la Cisjordanie	Le pouvoir d'achat des Palestiniens est très en dessous de celui des Israéliens, tout particulièrement à Gaza, où règne la misère. <u>Gaza</u> est victime du blocus partiel d'Israël (et dans une certaine mesure de l'Egypte). Il empêche tout travail des habitants de Gaza en Israël et tout mouvement de population. La désespérance économique nourrit la haine contre l'occupant. La Palestine (actuellement seulement la Cisjordanie), reçoit plusieurs centaines de millions de dollars chaque année (entre 800 millions et 1,5 Md de dollars, i.e. l'équivalent de plusieurs centaines de dollars par habitant, l'un des niveaux les plus élevés du monde) de la part des pays arabes, de l'Europe et des Etats-Unis, dont on ne connaît pas toujours l'utilisation concrète. L'aide des Etats-Unis est en baisse en 2018 : 250 Mn€ contre 400 les depuis 2008. Ces aides transitent par les banques israéliennes et jordaniennes.
Les traits culturels : aspects débattables	La vie est précieuse, célébrée. A titre d'exemple, Le Haïm, utilisé pour trinquer, veut dire « à la vie ». Il n'y a pas de culte des martyres.	Pour certains musulmans, vivre sur terre n'est qu'un passage, et pour des fondamentalistes ou fanatiques, mourir en « martyr » ou en menant la lutte armée permet de gagner le

	<p>Les rapports à la vérité et à sa communication du Moyen Orient et de l'Occident sont différents.</p> <p>La corruption existe en Israël et en Palestine.</p>	<p>paradis. Sous l'influence notamment d'une lecture « au pied de la lettre » du Coran, le rapport à la violence est différent.</p> <p>Les rapports à la vérité et à sa communication du Moyen Orient et de l'Occident sont différents.</p> <p>La corruption existe en Israël et en Palestine.</p>
--	--	---

3) Les pistes pour une solution du conflit : rappel des éléments généralement cités, avec des compléments et actualisations

Cf. notamment :

- le texte mis au point par Ami Ayalon, Sari Nusseibeh et leurs équipes en 2002
- et celui de l'initiative de Genève avec Yosi Beilin et Yasser Abd Rabbo en 2003

- Créer deux Etats viables aux frontières sûres et reconnues, sur la base de celles d'avant 1967, avec une liberté de circulation la plus large possible entre les deux Etats.
- Avec Jérusalem comme capitale pour les deux Etats (les quartiers arabes / Jérusalem-est pour la Palestine) et l'accès libre aux lieux et villes saintes pour tous, avec un contrôle international. Les postes-frontières sont à éviter à l'intérieur de Jérusalem afin de ne pas handicaper les circulations.
- Une confédération des deux Etats pourrait également être préparée : les populations et leurs histoires sont fortement imbriquées, les échanges de tous ordres doivent pouvoir être faciles. Mais créer un seul Etat ne paraît pas actuellement une solution acceptable pour les Israéliens qui se trouveraient en minorité démographique (conséquences en cas d'élection). L'Etat bi-national peut être un objectif de long terme.
- Le mur peut servir de frontière mais avec les colonies, un total d'environ 10 % des Territoires palestiniens a été retiré :
 - Une partie de ces 10% resterait sous contrôle israélien, notamment les terres situées à l'intérieur du tracé du mur et certaines colonies. L'autre partie reviendrait à l'Etat palestinien.

- La partie restant sous contrôle israélien est à compenser intégralement par une large route reliant Gaza et la Cisjordanie (ou un tunnel), et des territoires situés notamment au nord et à l'est de Gaza, ou d'autres territoires éventuellement habités pas des Juifs israéliens mais ne présentant pas de caractère juif religieux.
- Les Palestiniens accepteraient un territoire représentant 22% du territoire total Israël + Palestine alors que le partage de 1948 prévoyait une proportion d'à peu près 50-50%. Sur les 22%, il est estimé qu'environ 40% des terres a été acquis par des propriétaires israéliens. Une part de celles-ci pourrait être renationalisée par le futur Etat palestinien.
- (Il faut noter que cette solution implique qu'Israël renonce en Cisjordanie à des territoires nommés Judée et Samarie, ainsi qu'à d'autres territoires historiquement juifs situés en Jordanie : Israël renonce ainsi au « Grand Israël ». En revanche, Israël existe aujourd'hui là où il n'y a pas d'héritage historique juif comme la ville de Tel Aviv ou d'autres zones. Les Palestiniens quant à eux renoncent à la souveraineté sur des territoires où des tribus et familles palestiniennes ont habité pendant des centaines d'années en Israël et en Jordanie).
- Droit au retour :
 - Les Palestiniens réfugiés dans les pays arabes devraient pouvoir obtenir leur citoyenneté et aller dans leur nouveau pays : la Palestine.
 - Une partie des Palestiniens qui habitaient auparavant en Israël, devrait pouvoir y revenir sans remettre en cause l'équilibre du pays de long terme (majorité de Juifs). Un contingent, qui pourrait être évalué à environ 100.000 personnes, pourrait être décidé avec une priorité au regroupement familial ou aux causes humanitaires
 - Enfin, les Palestiniens restant dans les pays arabes doivent pouvoir avoir le droit à l'intégration dans ces pays. Ils sont actuellement maintenus dans un statut à part, y compris pour ceux des 2^e, 3^e, 4^e... générations.
- Colonies : une fois la nouvelle frontière établie, la plupart [expression utilisée par l'initiative de Genève] de celles situées en territoire palestinien est destinée à être évacuée. L'évacuation n'est pas réaliste dans certains cas comme Ma'aleh Adumim (implantée dans le désert). Certaines colonies ont été implantées en terre désertique, d'autres sur des territoires à héritage religieux, d'autres près de zones de peuplement palestinien, ou dans d'autres types de sites encore. Les « avant-postes » doivent être évacués en priorité.
- Le processus de paix implique la reconnaissance de l'histoire et des actions positives et négatives de chacune des parties au cours des événements historiques, et des indemnités à verser par Israël aux populations palestiniennes (terres (re)prises, maisons détruites, etc). Israël en particulier doit reconnaître qu'elle a délogé des familles présentes depuis des siècles et en a fait des réfugiés. Les Palestiniens doivent reconnaître que les Juifs ont droit à un Etat suite à leur histoire et aux décisions internationales, et que, leurs ancêtres ayant été présents là-bas, ils ont eux aussi une légitimité sur les terres. Les indemnités devraient-elles aussi concerner les populations juives contraintes de quitter certains pays arabes dans les années 50 ?
- Israël pourrait également payer des dommages de guerre concernant les dégâts extrêmement coûteux occasionnés lors des conflits de Gaza et de la destruction des infrastructures (plusieurs milliards d'euros). Israël pourrait également être astreint à payer une taxe d'occupation des territoires palestiniens à partir d'une certaine date (chiffre à évaluer en centaines de milliers d'euros par jour).

- Les partis palestiniens, tout particulièrement le Hamas, doivent reconnaître l'existence d'Israël et son caractère juif, ce qui implique une politique d'immigration qui favorise l'immigration juive.
- Le mur a été conçu comme facilement démontable. A terme, il doit pouvoir être enlevé.
- La Palestine aura un accès équitable à l'eau, à l'énergie et à l'ensemble des ressources naturelles. Le tourisme, le commerce, l'économie et l'emploi doivent pouvoir se développer : ce sont des leviers positifs très importants pour la paix.
- La laïcité des deux Etats, incluant la séparation des pouvoirs religieux et temporel même s'il existe une religion de référence, apparaît essentielle pour la paix, de même que la liberté de culte et bien entendu la démocratie.
- La solution du conflit passe par la médiation par un tiers, la communauté internationale, étant donné les échecs répétés depuis plus de 60 ans. En plus de l'ONU, du Quartet (USA, Russie, Europe, Nations Unies), des Etats-Unis, l'Europe et la France peuvent jouer un rôle.
- Quel rôle pour l'interreligieux : l'utilisation de valeurs chrétiennes, juives et musulmanes, placée sous le regard de Dieu, peut-elle jouer un rôle ?

Les valeurs de pardon, réconciliation, amour de l'ennemi en tant qu'être humain et création de Dieu, peuvent-elles avoir une valeur ajoutée pour aboutir à la justice et à la paix, comme cela a été le cas pour le conflit franco-allemand ?

Le réflexe de la vengeance peut-il être surmonté avec ces valeurs ?

La conception commune aux trois monothéismes selon laquelle la terre appartient à Dieu et non aux hommes ni aux nations, peut être une aide. L'homme est le gestionnaire, le jardinier de la terre.

Les Chrétiens de même que d'autres forces « de bonne volonté » (société civile, associations, franc-maçonnerie, militants de la paix, etc...) pourraient ainsi jouer un rôle de médiation, utile à la résolution du conflit.

Toute remarque, critique ou suggestion bienvenue : Marc.Lebret@icloud.com + 33 6 87 79 62 89